

« Arrêtez-moi l'avocate en rouge »

Témoignage de Selma Benkhelifa, avocate arrêtée lors de la manifestation des demandeurs d'asile afghan, le 22 octobre 2013.

Mon arrestation a peut-être déjà été commentée par d'autres, mais je tiens à en faire le récit. Non pas que j'imagine qu'elle soit plus importante que celles d'autres militant(e)s et que celles beaucoup plus lourdes de conséquences des Afghans. J'ai juste besoin de raconter une journée surprenante à plus d'un titre.

Je me suis rendue à 10 heures du matin au parlement fédéral où la commission intérieure se penchait sur le rapport du CGRA et la politique de retour. Je savais qu'il serait question d'Aref, ce jeune Afghan, mort après son retour « volontaire » en Afghanistan.

J'ai entendu le CGRA et l'Office des Etrangers décrire leurs missions respectives, sans aucun état d'âme et sans la moindre remise en question. Les représentants des ONG (Vluchtelingenwerk, CIRE et Ligue des droits de l'Homme) ont pourtant pointé des dysfonctionnements et des lacunes dans l'examen de la protection qui doit être réalisé avant d'envisager un retour volontaire ou non. Le CIRE a énuméré les hypothèses – nombreuses - dans lesquelles cet examen n'est pas réalisé avec la rigueur voulue et a rappelé une récente condamnation de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'Homme.

Plusieurs parlementaires ont parlé du jeune Aref. Cela n'a pas semblé émouvoir les représentants des institutions ou, du moins, n'a pas conduit à un changement de position.

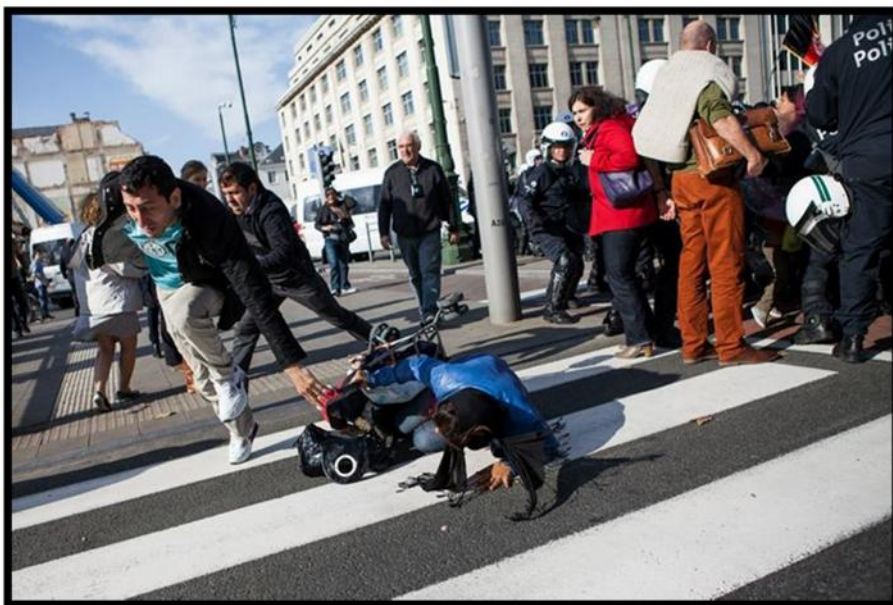
Je suis sortie un peu avant la fin, attristée par la teneur du débat. La manifestation des Afghans devant le Parlement, plus exactement à Madou où la police leur avait enjoint de rester, s'était déjà éloignée

Je m'apprêtais à retourner au bureau, vers 13h15, quand j'ai reçu un appel annonçant l'expulsion du bâtiment rue du Trône. Les quelques 200 Afghans étaient à Arts-Loi. Je les ai rejoints. Ils faisaient un *sitting*, ils venaient d'apprendre qu'il était inutile pour eux de retourner rue du Trône et ne savaient pas du tout où aller. Ils semblaient découragés et désorientés.



Le Commissaire de police leur a dit de partir. Ils ont répondu non. Au bout d'une demi-heure, j'ai vu arriver des policiers avec des boucliers et des chiens sans muselière. J'ai dit aux Afghans qu'il valait mieux partir. Lorsqu'ils se sont levés pour partir, ils ont été encerclés par des policiers. Le cercle était très serré et les policiers faisaient sortir du cercle les femmes et les enfants, mais avec une brutalité totalement injustifiée. Tout le monde avait très peur mais n'opposait pas de résistance.

Un policier a renversé une poussette avec un jeune enfant. Je n'arrêtais pas de répéter qu'il y avait des enfants, qu'il n'y avait aucune raison d'être violent.



J'ai vu un jeune homme blessé étendu par terre, il saignait à la tête. Il était agité et en état de choc. Je me suis agenouillée près de lui. J'ai demandé aux policiers s'ils avaient appelés les secours. Je parlais au jeune homme pour qu'il ne perde pas conscience. Je lui ai demandé de me dire son nom, il a répondu Ali. Un policier m'a tirée par la manche en disant « *Dégagez* ». Son collègue lui a dit « *Laisse-la, elle nous aide, elle le calme* ».



J'ai entendu qu'on m'appelait pour me dire que Samir était arrêté, je suis encore restée près du jeune homme, me disant que je ne pouvais de toute façon rien faire.

J'ai vu Monsieur J. - que je connais - saisi par un policier, jeté au sol, alors qu'il était sur le trottoir et assistait médusé à la scène. Les policiers l'ont ensuite forcé à entrer dans le cercle. Il m'a appelé à l'aide, je me suis relevée et j'ai vu d'autres policiers projeter un

Afghan par terre et le rouer de coups. Je suis intervenue très calmement en leur disant : « *La loi sur la fonction de police ne vous autorise pas à faire usage de violence. Il n'oppose pas de résistance. Vous ne pouvez pas le frapper* ».

Le commissaire m'a montré du doigt et je l'ai entendu distinctement dire : « *Arrêtez-moi l'avocate en rouge* ».

Trois hommes sont venus vers moi, j'étais sur le trottoir, j'ai écarté les bras et je n'ai opposé aucune résistance. J'ai dit au policier qu'il me faisait mal et il a spontanément desserré mon bras. Il m'a attaché les bras dans le dos.



J'ai dû aller m'asseoir dans la rue de la Loi à quelques pas du cabinet du Premier Ministre où j'avais été reçue quelques jours avant. La situation était surréaliste.

Une policière est venue pour me surveiller. Elle a resserré mes attaches, sans raison, comme ça, juste pour faire mal. Et je dois dire c'est douloureux.

On m'a ensuite fait monter dans un bus, aux vitres teintées. Nous étions deux femmes et il n'y avait que des hommes. Les Afghans étaient atterrés de me voir là avec eux. Ils me disaient « *Merci madame* » ou « *On est désolé pour vous* ». J'étais partagée entre un sentiment de solidarité avec ces hommes qui ne demandent que le droit de vivre en paix et un sentiment d'impuissance. J'avais peur aussi et je me suis demandée qui irait chercher les enfants à l'école.

Le bus est parti. C'est un sentiment étrange d'être privé de liberté et emmenée vers un endroit inconnu. J'avais peur. L'étudiante assise à côté de moi m'a dit qu'elle s'appelait Camille. On a chanté « *Terre de détresse* », j'ai pleuré.

Arrivés aux casernes d'Etterbeek, on nous a mis dans une grande cellule, où d'autres manifestantes nous ont rejointes. Nous sommes restées à six. Camille a réussi à se détacher les mains. Elle a téléphoné à mon bureau où mes collègues m'ont dit que ma sœur irait chercher mes enfants et que le bâtonnier était prévenu. Une des manifestantes arrêtées avec moi a brûlé mes attaches avec un briquet. J'avais enfin les mains libres et cela fait du bien.

Des journalistes m'ont téléphoné. J'ai pu raconter ce qui s'était passé.

On est venu nous chercher pour nous enregistrer, après une fouille de routine. Le policier à qui j'ai donné ma carte d'identité a jugé utile de faire de l'humour. « *Est-ce que vous êtes sûre que vous êtes belge ?* ». Je n'ai pas relevé. La policière qui m'accompagnait était visiblement gênée par la situation.

Un policier que je connais est venu me dire bonjour et me demander comment j'allais. Ce petit bout d'humanité était comme une bouffée d'oxygène.

On nous a conduit dans une autre cellule, sans sac, ni GSM, ni montre, cette fois-ci. C'est assez désorientant de perdre totalement la notion du temps.

Nous n'avons plus vu, ni entendu personne jusqu'à notre libération. Nous ne pouvions ni aller aux toilettes, ni boire un verre d'eau. Personne ne m'a parlé, ni donné les raisons de mon arrestation, ni dit à quelle heure on sortirait.

Nous avons été relaxées vers 18h30.

On nous a rendu nos affaires et nous avons du monter de nouveau dans un bus. J'ai téléphoné à mon collègue qui m'a dit que presque tous les avocats du cabinet étaient devant les casernes. J'ai demandé si nous pouvions sortir du bus, un policier m'a répondu que non. J'ai dit que si nous étions relaxées, il me semblait que cela signifiait que nous étions libres de nos mouvements et d'aller où bon nous semble.

Sur ce, le policier est allé chercher son supérieur. Un homme brutal qui a crié que si je n'étais pas contente, il me recollait en cellule.

Le bus nous a amené, nous étions douze. Nous ne savions pas exactement vers où nous allions. Quelqu'un en plaisantant a dit « *Imaginez qu'ils nous conduisent à Charleroi* ».

Nous avons été véritablement remis en liberté avenue Louise, sous une pluie battante. Pourquoi cet endroit ? Je ne le saurai sans doute jamais.

Pourquoi ai-je été arrêtée ? Je ne le saurai sans doute jamais non plus.

Lors de l'arrestation, un Afghan m'a demandé en anglais « *Where is the law ?* », un autre lui a répondu en me regardant « *They arrested the law* ».

C'est à ce moment-là que j'ai pleuré.